



Parc national
des Cévennes

Décision individuelle n°2022 - 0010 du 17/01/22
portant autorisation spéciale en cœur du Parc national des
Cévennes, pour travaux, constructions, installations, hors droit de
l'urbanisme

La directrice de l'établissement public du Parc national des Cévennes,

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L.331-4-I,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006, et notamment son article 7-II.5°,

Vu le décret n°2013-995 du 8 novembre 2013 portant approbation de la charte du Parc national des Cévennes, et notamment sa modalité 9 relative aux règles spécifiques applicables aux travaux, constructions et installations pouvant être autorisés,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement,

Vu la demande de Monsieur Benjamin FOUILLERON, reçue complète en date du 18 novembre 2021 pour la nature et la localisation des travaux ci-après visés,

Vu l'avis du conseil scientifique de l'établissement public en date du 9 décembre 2021,

Considérant que les travaux décrits dans la demande sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

Considérant l'axe 5 de la charte du Parc national des Cévennes : *Favoriser l'agriculture*,

Considérant que les travaux décrits dans la demande, assortis des prescriptions détaillées ci-dessous, sont compatibles avec la préservation des paysages, des espèces et des milieux patrimoniaux du Parc national des Cévennes,

ARRÊTE

Article 1 : pétitionnaire - objet

1-1 Pétitionnaire :

Monsieur Benjamin FOUILLERON, résident

1-2 Objet de l'autorisation :

- *nature des travaux* : réalisation d'une piste de desserte agricole
- *localisation des travaux* : Lozère / commune de MOLEZON / à proximité de la Tour du Canourgue, localisation en cœur du Parc national

La présente autorisation est accordée sous réserve que les travaux soient conformes au dossier technique joint à la demande et de respecter les prescriptions ci-dessous.



Parc national des Cévennes

page 1/3

Article 2 : prescriptions obligatoires

2-1 : le tracé doit respecter la cartographie jointe en annexe ;

2-2 : le passage sur la parcelle (propriété de l'établissement public du Parc national des Cévennes) fait l'objet d'une convention ;

Un muret de soutènement et un escalier volant doivent être construits. Ces aménagements font l'objet d'une autorisation de travaux distincte ;

2-3 : tous les éléments patrimoniaux présents (murets en *Pierre sèche*, abri, etc...) doivent être soigneusement conservés ;

2-4 : les travaux sont réalisés à la mini pelle, en utilisant la technique du déblai / remblai. Il ne doit pas y avoir d'apport de matériaux. La largeur de la piste sur les sections rectilignes ne doit pas excéder trois mètres. Un léger profil déversant est réalisé. Le rayon des épingles est dimensionné pour le passage d'un petit tracteur et de sa remorque ;

2-5 : les vieux arbres doivent être conservés, en particulier les châtaigniers creux et les sujets comportant des loges. La diversité des essences doit être maintenue ;

L'abattage des jeunes arbres et les opérations d'élagage sont réalisés à l'aide d'outils tranchants. Les rémanents peuvent être utilisés pour stabiliser le pied de talus et limiter l'érosion, en particulier près des épingles ;

2-6 : le pétitionnaire doit transmettre le présent arrêté aux personnes chargées de l'exécution des travaux afin qu'elles en prennent connaissance et le respectent. Tout exécutant est soumis aux obligations du présent arrêté, et fait, en cas de non-respect de ses prescriptions, l'objet des mêmes sanctions que le pétitionnaire ;

2-7 : le pétitionnaire annonce la date prévisionnelle de démarrage des travaux au moins 15 jours à l'avance à Jean-Christian GARLENC, que vous pouvez contacter :

- par téléphone : 06 99 76 17 47
- par courriel : jean-christian.garlenc@cevennes-parcnational.fr
- par courrier postal

2-8 : **en fin de chantier, toute trace de travaux est effacée.**

L'ensemble des déchets et résidus est collecté et évacué vers les installations de traitement autorisées.

Article 3 : période de validité de l'autorisation

Le présent arrêté est délivré pour une période de deux années à compter de sa notification.

Article 4 : autres obligations et droit des tiers

La présente décision individuelle ne dispense pas le pétitionnaire des autorisations nécessaires au titre des autres législations applicables au projet, notamment celle liée au droit de propriété.

Article 5 : sanctions pénales encourues

Le non-respect des prescriptions applicables de la décision individuelle est constitutif d'une infraction et pourra être constatée par procès-verbal.

Article 6 : modalités de contrôles

Les agents de l'établissement public du Parc national des Cévennes ainsi que tous les agents assermentés et compétents en la matière sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.



Article 7 : publicité

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Cévennes (cf. site : www.cevennes-parcnational.fr).

Fait à Florac-Trois-Rivières, le 17/01/2022

La directrice de l'établissement public
du Parc national des Cévennes



Le présent arrêté peut être contesté par recours gracieux auprès de l'établissement public du Parc national des Cévennes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de sa publication pour les tiers. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif de Nîmes.

Établissement public du Parc national des Cévennes
Service Développement durable
tél : 04 66 49 53 11 (secrétariat)

Diffusion :

- original :
 - EP PNC / SG
 - Pétitionnaire
- copies :
 - Commune de Molezon
 - EP PNC / massif Vallées cévenoles
 - EP PNC / SDD (dossier n°2021-1739)



Parc national des Cévennes

page 3/3